



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

GDF

Question au Gouvernement n° 2549

Texte de la question

FUSION DE SUEZ ET GAZ DE FRANCE

M. le président. La parole est à M. Luc-Marie Chatel, pour le groupe UMP.

M. Luc-Marie Chatel. Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, je veux à mon tour vous interroger sur le rapprochement des deux entreprises Suez et Gaz de France (*" Ah ! " sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*) qui - certains sur ces bancs ont tendance à l'oublier - va permettre la naissance du premier groupe gazier mondial et du deuxième fournisseur européen d'énergie. (*" Mensonges ! " sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Cet accord s'inscrit dans la continuité des discussions entamées depuis de nombreux mois par les deux entreprises et qui ont déjà permis la prise d'initiatives communes, comme la réalisation de centrales à gaz dans le sud de la France. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Contrairement à ce qu'on entend, cette fusion a été largement anticipée. Elle est donc tout sauf précipitée. C'est une bonne décision, soutenue par le Gouvernement et par la majorité car elle s'inscrit dans une stratégie énergétique de long terme qui consiste à garantir l'indépendance énergétique de la France en termes de capacités d'investissement, de production et d'approvisionnement. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Au cours du débat parlementaire de 2004, le ministre de l'économie et des finances de l'époque, Nicolas Sarkozy, avait indiqué que le secteur de l'énergie devait être considéré comme stratégique pour notre pays et justifiait à ce titre une action spécifique des pouvoirs publics. C'est ce même principe qui guide aujourd'hui le gouvernement de Dominique de Villepin lorsqu'il permet à Gaz de France de fusionner avec Suez pour constituer l'un des grands champions énergétiques mondiaux. Ce regroupement est porteur d'espoir pour la pérennité de l'emploi industriel dans notre pays.

Pouvez-vous nous indiquer, monsieur le ministre, comment cette fusion va s'intégrer dans la stratégie énergétique et industrielle française. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Mes chers collègues, je vous en prie : la question a été posée à M. Breton, c'est à lui qu'il revient de répondre !

M. Thierry Breton, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Quelle différence, monsieur le député, entre un discours responsable et la polémique entretenue par la gauche ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*) C'est effectivement une discussion raisonnable que nous devons avoir sur un sujet aussi stratégique pour l'avenir.

M. Richard Mallié. À gauche, ils ne sont pas raisonnables !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Nous sommes entrés désormais dans la deuxième phase : après l'anticipation, la concertation. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

À la demande du Premier ministre, j'ai reçu, avec les présidents des deux entreprises, l'ensemble des

organisations syndicales plusieurs heures durant. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. Maxime Gremetz. Ce n'est pas vrai ! Elles ne sont pas d'accord !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Après le projet industriel, nous avons décidé de bâtir ensemble le projet social. Jusqu'à présent, nous avons recueilli trente-quatre questions dans une ambiance, je tiens à le souligner, très digne, j'irais même jusqu'à dire républicaine (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*),...

M. Jean Glavany. Oh ! Dans votre bouche, ce mot sonne faux !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ...chacun ayant sa place et étant bien conscient des enjeux.

Nous nous attendons à avoir d'autres questions, car les organisations syndicales nous ont indiqué qu'elles nous enverraient par écrit.

Nous nous réunirons à nouveau la semaine prochaine et nous décortiquerons toutes ces questions une à une pour leur apporter des réponses une à une. Car, voyez-vous, nous, nous préparons l'avenir ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.- (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*)

Données clés

Auteur : [M. Luc Chatel](#)

Circonscription : Haute-Marne (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2549

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 2 mars 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 2 mars 2006